

L'Amérique latine dans son bicentenaire: la construction d'une région

José Del Pozo*



L'année 1810 constitue un anniversaire important dans l'histoire latino-américaine : pour un grand nombre des pays de la région, il marque en effet le bicentenaire de la naissance des États nationaux, suivant le cycle commencé dans le nord par les États-Unis et plus tard par Haïti. Il est vrai que l'indépendance proprement dite n'a pas été déclarée cette année-là, et que 1810 a été plutôt le commencement d'un processus qui devait mener, quelques années plus tard, à la condition de pays souverains, détachés des métropoles européennes.

Rappelons brièvement les faits fondamentaux : en 1808, suite à l'occupation de l'Espagne par Napoléon, les colonies dans le Nouveau monde se retrouvent devant un vide du pouvoir, puisque les autorités avaient été nommées par un roi désormais absent. À partir d'avril 1810, d'abord à Caracas et plus tard à Buenos Aires, Bogotá et Santiago du Chili s'en suivit la constitution de Juntas, formées par les notables des diverses capitales coloniales, censées gouverner les territoires durant l'absence du souverain, à qui tous avaient juré fidélité. Mais la conjoncture sera mise au profit par les nombreux criollos (les descendants des Espagnols, nés dans le Nouveau monde) qui depuis un certain temps

songeaient à se libérer de la métropole. Très vite, les combats vont éclater entre royalistes et patriotes. Après une guerre parfois dévastatrice, ce sont ces derniers qui l'emportent. Entre 1816 et 1822, une série de nouveaux États nationaux voient le jour. En 1823, les États-Unis les reconnaissent et en 1825 la Grande-Bretagne fait de même. La mort dans l'âme, l'Espagne doit se résigner, mais elle prendra plusieurs années, voire des décennies à accepter la nouvelle situation. Faute de moyens et sous la pression anglaise, le Portugal accepte plus facilement la perte du Brésil.

Entre 1816 et 1822, une série de nouveaux États nationaux voient le jour. En 1823, les États-Unis les reconnaissent et en 1825 la Grande-Bretagne fait de même.

Ce processus, ici rapidement esquissé, comporte des exceptions. Ainsi, Cuba et Porto Rico demeurent dans le giron colonial et font très peu de tentatives afin de suivre l'exemple des autres domaines espagnols. La faiblesse du mouvement patriote au Pérou fit en sorte que ce pays fut libéré essentiellement par les efforts militaires des troupes venues du Venezuela, de la Colombie, de l'Équateur, du Chili et de l'Argentine. Le Mexique suivit un parcours particulier, puisque les patriotes n'avaient pas gagné la guerre contre les royalistes. Ces derniers avaient néanmoins opté pour l'indépendance d'un commun accord avec les criollos lorsqu'ils apprirent, en 1821, qu'une révolution libérale avait éclaté en Espagne, ce qui

* José Del Pozo est professeur d'histoire à l'Université du Québec à Montréal
Texte révisé d'une conférence donnée à l'ambassade du Chili à Alger, le 30 juin 2010

menaçait de bouleverser l'ordre social conservateur. L'Amérique centrale, contrairement aux autres, devient indépendante sans guerre, suivant l'influence du Mexique. Quant au Brésil, il se sépare du Portugal presque sans lutte, suivant une chronologie quelque peu différente de celle des colonies espagnoles, mais dans la même période. Il sera d'ailleurs la seule ancienne colonie dans le Nouveau monde à se doter d'un gouvernement monarchique.

Ainsi, une série de nouveaux États nationaux font leur entrée sur la scène mondiale. Ils constituent ce que l'on connaît aujourd'hui comme l'Amérique latine. Mais ce qu'il importe de souligner, c'est que cet ensemble de pays n'a pas constitué, loin de là, un bloc uni et solidaire devant le monde. Cette unité ne s'est forgée que péniblement à travers le temps.

Pourtant, tout avait bien commencé. Les luttes pour l'indépendance avaient été menées de concert entre les chefs patriotes. Vénézuéliens et Colombiens s'étaient battus ensemble pour leur indépendance et, plus tard, avaient joué un rôle décisif dans la libération du Pérou, dernier bastion royaliste en Amérique du Sud. Les troupes argentines étaient venues à la rescousse du mouvement patriote chilien, et ces deux pays avaient aussi envoyé des troupes pour contribuer à la libération du Pérou. À l'époque, une seule nationalité semblait exister : celle des Americanos, les habitants du Nouveau monde. La communauté de langue et de religion, le culte aux héros qui ne connaissaient pas de frontières – l'Argentin José de San Martín au Chili, le Vénézuélien Simón Bolívar dans plusieurs pays, notamment en Bolivie, ainsi nommée en son honneur, semblaient autant de fondements pour une solide unité.

Cette unité est néanmoins vite disparue au profit des rivalités régionales. Les expériences unitaires tentées durant les premières années d'indépendance ont échoué : la Grande-Colombie, qui regroupait la Colombie, le Venezuela et l'Équateur, disparaît en 1830, et la Confédération de l'Amérique centrale s'effondre en 1838, laissant la place à cinq petits pays : le Guatemala, le Nicaragua, le Honduras, le Costa Rica et le Salvador. De plus, le Guatemala subit les pressions du Mexique, qui s'attribua le Chiapas et réclama d'autres territoires. L'Argentine eut beaucoup de mal à se doter d'une structure unitaire : pendant trois décennies, chaque province disposait de sa propre armée, ce qui laissait Buenos Aires seule à diriger la politique extérieure d'une

Confédération assez relâchée. De plus, bientôt éclatèrent des guerres entre pays voisins. Déjà en 1829, le Pérou affrontait la Colombie. Plus tard, entre 1837 et 1839, le Chili faisait la guerre au Pérou et à la Bolivie, répétant l'expérience quarante ans plus tard, en 1879. Entre 1865 et 1870, le Paraguay était décimé suite à la guerre contre ses trois voisins, le Brésil, l'Uruguay et l'Argentine. Les pays de l'Amérique centrale se sont affrontés à plusieurs reprises tout au long du 19^e siècle¹, et Haïti occupait militairement durant de longues années la région qui deviendrait la République dominicaine.

Ces circonstances expliquent l'échec des tentatives en vue de formuler une politique commune pour l'ensemble des nouveaux pays, d'abord le congrès de Panama, tenu en 1826 à l'initiative de Bolívar, plus tard les deux congrès de Lima, en 1847 et en 1865. Non seulement ces réunions ne produisirent pas de résultats concrets, mais il n'y eut jamais la participation simultanée de tous les pays invités. D'ailleurs, les pays de langue espagnole se méfiaient du Brésil, l'ennemi ancestral, car il était vu comme la prolongation du Portugal. Ceci explique la guerre entre Buenos Aires et le Brésil entre 1825 et 1828 pour la possession des territoires à l'est du fleuve Paraná, ce qui donnera naissance à l'Uruguay comme solution de compromis. Haïti faisait problème à cause du fait qu'il s'agissait d'un pays gouverné par des Noirs, à une époque où l'esclavage n'avait pas été aboli partout. Ainsi, sur le plan international, il y avait trois Amériques : l'espagnole, le Brésil et Haïti. L'expression « Amérique latine », lancée par les Français pour justifier l'intervention de Napoléon III au Mexique, en 1862, ne fit pas long feu.

Au niveau économique, il n'y avait pas des raisons de chercher l'unité. Il existait certes un commerce entre les nouveaux pays, suivant l'héritage colonial. Mais c'était le commerce avec l'Angleterre, qui dominait l'économie mondiale et qui ne s'intéressait pas à faire des conquêtes territoriales en Amérique latine, qui constituait l'élément le plus important dans la nouvelle étape. Chaque pays espérait aussi recevoir des investissements étrangers pour stimuler sa croissance. Ainsi, lorsque débuta la construction des chemins de fer, le tracé des voies

L'intervention des puissances étrangères a été souvent évoquée pour expliquer les divisions et les rivalités entre les pays latino-américains.

¹ Sur cette région et les facteurs de sa désunion, voir l'article de Pierre Vayssièrre, « L'Amérique centrale au XIX^e siècle : l'union impossible », *Cahiers des Amériques latines* no. 11, 1991, pp. 29-44.

était orienté davantage en fonction des ports d'exportation que pour relier avec les pays voisins.

L'intervention des puissances étrangères a été souvent évoquée pour expliquer les divisions et les rivalités entre les pays latino-américains. Anglais et États-Uniens auraient conspiré en faveur des forces qui ne voulaient pas l'union de la région et contre les États qui pratiquaient une politique protectionniste au niveau commercial, et ce, afin de les dominer plus facilement. Dans cette veine, il a été question de l'intervention anglaise dans les origines de la guerre de la Triple alliance contre le Paraguay en 1865². Mais cette interprétation ignore les nombreux éléments internes de la région qui vont précipiter le conflit : les interventions de l'Argentine et du Brésil dans la politique uruguayenne, politique que le Paraguay ne voulait pas accepter, ou encore le fait que le gouvernement argentin voulait utiliser la guerre pour asseoir sa domination sur les nombreux caudillos provinciaux dans le nord du pays. La théorie interventionniste s'applique mieux aux déboires de l'unité centroaméricaine au 19^e siècle, puisqu'il est vrai que les États-Unis ont manœuvré dans la région afin de s'opposer au leadership unitaire de politiciens qu'ils n'apprécient pas, tels le Nicaraguayen José Santos Zelaya, trop nationaliste à leur goût. Mais le Mexique s'est aussi rendu coupable d'interventionnisme dans la région, ne voulant pas accepter une Amérique centrale unie sous le leadership du Guatemala³.

Au lendemain de l'indépendance, les nouveaux pays avaient cru qu'ils pouvaient compter sur leur amitié, et la Déclaration du président James Monroe en décembre 1823, qui manifestait son opposition à toute nouvelle intervention européenne dans le Nouveau monde, avait été bien reçue, d'autant plus que les Latino-américains craignaient une tentative de reconquête de la part de l'Espagne. La guerre lancée par les États-Unis contre le Mexique en 1846 constitua une première déception. En 1898, avec l'intervention dans la guerre entre l'Espagne et les patriotes cubains, qui cherchaient l'indépendance, se solda avec la victoire américaine et l'occupation

² Galeano, Eduardo : *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*, Paris, Plon, 1981, p. 265. Ce célèbre auteur affirme que la Grande-Bretagne souhaitait la guerre afin de forcer le Paraguay à abandonner sa politique protectionniste.

³ Toussaint, Mónica: "El triángulo fatal: México, los Estados Unidos y América central" en Schiovan, Jorge et al. : *En busca de una nación soberana. Relaciones internacionales de México, siglos XIX y XX*. México, Secretaría de relaciones exteriores, 2006, p. 218.

de l'île, le pays du nord devint la grande puissance dans l'hémisphère américain, d'autant plus que la Grande-Bretagne ne faisait dorénavant aucun effort pour lui disputer cette suprématie. Les États-Unis commencèrent non seulement à s'imposer au niveau géopolitique, surtout dans la région proche à leur territoire, dans la Caraïbe, l'Amérique centrale et le Mexique, à travers de multiples interventions militaires, mais aussi au niveau économique, avec d'importants investissements qui rivalisaient avec ceux de la Grande-Bretagne. De plus, ils créèrent un nouveau cadre pour la vie diplomatique dans le continent, avec la convocation de la 1^{ère} conférence panaméricaine, en 1889, tenue à Washington. C'était toute une ironie de l'histoire que les États-Unis aient réussi là où les leaders de l'indépendance avaient échoué, en faisant venir tous les chefs de gouvernement de l'Amérique latine à la réunion. Même si le Congrès n'apporta pas les résultats poursuivis par Washington – une union douanière et l'arbitrage obligatoire pour la résolution des conflits internationaux – à partir de cette année-là, de nouvelles réunions panaméricaines commencèrent à avoir lieu régulièrement. L'Amérique latine, qui commençait maintenant à être connue par cette dénomination, se

trouvait contrainte à fonctionner dans un organisme qu'elle n'avait pas créé, sous l'hégémonie d'un pays qui avait des objectifs allant bien plus loin que les leurs.

Cette période, qui se prolongea jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, fut particulièrement complexe. L'Amérique latine devait coexister avec une puissance qui lui faisait des ouvertures amicales et constituait un partenaire économique et commercial important, mais qui n'hésitait pas à se livrer à des agressions militaires, sans demander son opinion. Face à cette situation, les pays latino-américains réagissaient de diverses façons, sans parvenir à se doter d'une seule voix. Plusieurs regrettèrent et même condamnèrent l'intervention américaine à Cuba en 1898, se rappelant que l'Espagne avait quand même été leur mère patrie. Mais lorsque Theodore Roosevelt prononça son discours de 1904, dans lequel il justifiait les interventions militaires dans les pays qui ne respectaient pas leurs engagements financiers, le Brésil manifesta son approbation⁴, alors que l'Argentine s'y opposait. Lorsque le secrétaire d'état américain, Elihu Root, visita Lima en 1906, il n'eut que de éloges de la presse et de la classe politique péruvienne, sans

⁴ Rouquié, Alain: *Le Brésil au XXI^e siècle*, Paris, Fayard, 2006, p. 331.

À partir de la fin du 19^e siècle, cette Amérique latine désunie dut faire face à un défi qu'elle n'a pas encore réussi à surmonter : la relation avec les États-Unis.

doute intéressées à obtenir l'appui diplomatique des États-Unis en vue de régler le contentieux avec le Chili sur la possession des villes de Tacna et Arica. La tentative de former un bloc des pays du cône sud entre l'Argentine, le Brésil et le Chili, l'ABC, au début du 20^e siècle, ne donna pas de grands résultats, à part celui d'avoir participé aux conférences de Niagara Falls pour essayer de régler le problème de l'intervention américaine à Veracruz, en 1914. La décision brésilienne de s'aligner sur la politique de Washington au niveau continental et mondial, exprimée dans sa participation dans la Première Guerre mondiale, constitua la fin de l'ABC. Enfin, durant les années 1930 et 1940, trois nouvelles guerres eurent lieu entre des États voisins : la plus sanglante et avec le plus de conséquences territoriales fut celle qui opposa le Paraguay et la Bolivie, entre 1932 et 1935, remportée par le premier, qui mit la main sur le territoire du Chaco. Beaucoup moins longs furent le conflit frontalier entre le Pérou et la Colombie en 1932 et celui opposant l'Équateur au Pérou au début 1941, ce dernier permettant au Pérou de faire certains gains territoriaux. Ces conflits contribuaient, une fois de plus, à séparer les pays latino-américains.

La Deuxième Guerre mondiale eut pour effet de renforcer le leadership américain, légitimé cette fois-ci pour la lutte contre le fascisme. Les pays qui hésitaient à rompre avec l'Axe, surtout l'Argentine, eurent du mal à s'expliquer, et cette dernière fut bientôt accusée d'être un pays fasciste par Washington. Le Brésil fut une fois de plus le pays qui s'illustra le plus dans son soutien aux États-Unis, envoyant des milliers des soldats en Europe pour participer aux combats. À la fin de la guerre, la signature du Pacte de Rio de Janeiro et la création de l'OEA (Organisation des États américains) donnèrent de nouveaux instruments aux États-Unis pour faire valoir leurs orientations internationales à l'ensemble des pays latino-américains. Ils s'en servirent à plusieurs reprises, notamment contre le Guatemala de Jacobo Arbenz en 1954 et surtout contre Cuba en 1961, alors que l'île fut exclue du mouvement interaméricain et soumise à un blocus diplomatique et commercial, mesure que seul le Mexique se refusa à respecter. L'impact de la Guerre froide vint renforcer ce contexte, qui rendait très difficile l'exercice d'une politique plus autonome de la part des gouvernements latino-américains. Le régime de Perón en Argentine fit une tentative pour mettre de

l'avant une politique basée sur la neutralité, sous le mot d'ordre « Ni Washington ni Moscou », en essayant d'attirer dans ses rangs les pays voisins, comme la Bolivie et le Chili, mais sans succès.

La construction d'une politique spécifiquement latino-américaine prit du temps à se manifester. Ses origines lointaines remontent probablement à la création de la Cepal⁵, ce qui fournit un forum très important pour la définition de politiques de développement propres à l'Amérique latine, qui divergeaient, du moins en partie, de celles prônées par les organismes internationaux et par les États-Unis. Dans les années 1960, la formation de divers marchés régionaux, à l'exemple de l'Europe de l'Ouest, constitua un deuxième pas. Ces initiatives n'étaient certes pas conçues dans un esprit de rivalité avec les États-Unis, mais elles permettaient d'identifier certaines pistes de travail plus spécifiques à l'Amérique latine, comme le désir d'obtenir une politique d'investissement et de commerce plus favorable à la région.

C'était la politique connue comme « les frontières idéologiques », défendue par les dictatures argentine et brésilienne, qui prônaient la création d'une force interaméricaine pour intervenir dans n'importe quel pays latino-américain sous le prétexte de lutter contre la subversion.

L'arrivée au pouvoir de bon nombre de dictatures militaires dans les années 1960-1980 agit négativement, car plusieurs de ces régimes essayaient de se légitimer au nom de la lutte contre la subversion communiste, incarnée par l'influence cubaine. C'était la politique connue comme « les frontières idéologiques », défendue par les dictatures argentine et brésilienne, qui prônaient la création d'une force interaméricaine pour intervenir

dans n'importe quel pays latino-américain. Le Brésil, dominé par les militaires durant plus de 20 ans depuis 1964, n'hésita pas à soutenir le blocus de Cuba : de plus, il envoya des troupes pour épauler l'occupation de la République dominicaine en 1965 par les États-Unis. Plus tard, la dictature militaire argentine appuya l'agression militaire américaine contre le Nicaragua sandiniste, en 1981, avec l'envoi de conseillers militaires qui aidèrent à préparer les troupes de la « contra »⁶. Mais l'année suivante, en 1982, l'Argentine subit une énorme

⁵Cepal : Commission économique pour l'Amérique latine, créée par les Nations unies en 1948. Plus d'informations sur l'organisme sur le site web : <http://www.eclac.org/cgi-bin/getprod.asp?xml=/noticias/paginas/6/23866/P23866.xml&xsl=/tpl/p18f.xsl&base=/tpl-f/top-bottom.xsl>

⁶Coleman, Kenneth and George C.Herring : *Understanding the Central American Crisis*. Wilmington, Scholarly Resources, 1991, p. 163

déception lorsque les États-Unis aidèrent la Grande-Bretagne lors de la Guerre des Malouines, sans respecter la Doctrine Monroe. Si en général les pays latino-américains se prononcèrent en faveur de la revendication argentine, cette attitude ne fut pas unanime et elle ne s'exprima pas avec la même vigueur partout. Cuba et le Pérou se prononcèrent ouvertement en faveur de l'Argentine, alors que le Brésil lui apporta un soutien moral, tout en permettant qu'un sous-marin anglais vienne se ressourcer sur ses côtes. Et le Chili a aidé discrètement la Grande-Bretagne, attitude qui s'explique par le fait que quatre ans plus tôt il y avait failli avoir une guerre contre l'Argentine pour un contentieux de frontières dans l'extrême sud.

Le rapprochement, amorcé en 1980 entre les deux géants de l'Amérique du Sud, l'Argentine et le Brésil, qui s'étaient pendant longtemps regardés avec méfiance, va ouvrir la voie à la création du Mercosur dans les années 1990⁷. En 1983, on assista à la création du « Groupe de Contadora » par le Mexique, le Venezuela, la Colombie et le Panama, qui cherchait à établir un plan de paix en Amérique centrale, selon des critères différents de ceux des États-Unis. Ils ont reçu plus tard l'appui du « Groupe de Rio », formé par l'Argentine, le Brésil, le Pérou et l'Uruguay. De ces initiatives est surgi plus tard, en 1986, le « Groupe des 19 », regroupant toute l'Amérique du Sud, l'Amérique centrale, la République dominicaine et la Guyane, qui demeure jusqu'à aujourd'hui le principal forum de consultation des pays membres. Dans les années 1980, la plupart des pays latino-américains reprirent les relations diplomatiques et commerciales avec Cuba, en dépit des critiques américaines et, depuis de nombreuses années, tous les pays de la région votent des résolutions à l'ONU afin que les États-Unis laissent de côté leur hostilité envers l'île. Toujours au niveau diplomatique, dans les années 1990 est né le Sommet ibéro-américain, qui convoque annuellement tous les pays hispano-américains, le Brésil et les deux anciennes puissances coloniales, l'Espagne et le Portugal. Enfin, dans les dernières années, les pays sud-

C'est au milieu des années 1980, alors que la transition vers la démocratie faisait des progrès et que le nombre de dictatures diminuait, que la mise en place d'une politique extérieure latino-américaine organisée collectivement devint plus

américains ont multiplié les rencontres en vue de créer une communauté des États de la région (UNASUR), incluant des projets tels que la création d'un passeport commun et d'une monnaie commune.

Ces initiatives diplomatiques ont été favorisées par la quasi disparition des conflits militaires entre les pays voisins. Il est vrai que l'Équateur et le Pérou s'affrontèrent au début de 1995 à cause d'un contentieux de frontières qui avait déjà provoqué une confrontation en 1981, mais le conflit fut de courte durée. Il est vrai aussi que la Bolivie maintient un contentieux avec le Chili comme héritage de la guerre de 1879, revendiquant une sortie souveraine sur l'Océan Pacifique, demande toujours présente dans toutes les réunions internationales. Mais cet état de choses ne signifie nullement un danger de guerre entre les deux pays.

Sur le terrain de l'économie, soulignons la naissance du Mercosur, en 1994, devenu bientôt le principal instrument pour faire échec à l'hégémonie des États-Unis sur le plan commercial dans le continent, et qui permit de mettre un terme au projet de la ZLEA (Zone de libre-échange des Amériques), abandonné en 2005, malgré l'appui du Canada et de divers pays latino-américains, dont le Chili et le Mexique. Initialement composé de quatre pays membres, le Mercosur a élargi ses rangs, avec plusieurs autres pays sud-américains acceptés comme membres associés : la Bolivie, le Chili, la Colombie, l'Équateur et le Pérou, alors que le Venezuela de Hugo Chávez est devenu membre à part entière. De plus, plusieurs projets d'intégration économique sont en cours actuellement en Amérique du Sud, autant sur le plan énergétique que dans le domaine des transports. La création d'une Banque de développement pour la région, financée surtout par le Venezuela, s'ajoute à cette mouvance.

Si ces événements témoignent d'une volonté assez évidente d'autonomie de la part de l'Amérique latine, il est aussi clair qu'elle ne constitue pas un bloc homogène. Au niveau commercial, il existe une différence marquée entre le Mexique, l'Amérique centrale et les pays de la Caraïbe, dont la grande majorité des échanges se font avec les États-Unis, alors que la quasi-totalité des pays sud-américains, excepté la Colombie, font leurs échanges avec l'Asie, l'Europe ou bien avec les pays voisins. Cela se reflète parfois au niveau

⁷ Un contentieux important entre les deux pays avait surgi avec la construction du barrage hydro-électrique d' Itaipú entre le Brésil et le Paraguay, projet contre lequel l'Argentine s'était opposée, craignant un élargissement excessif de l'influence brésilienne dans le Bassin de la Plata. Luiz Alberto Moniz Bandeira, « Argentina y Brasil : regímenes políticos y política exterior, 1930-1992 » *Ciclos* (Buenos Aires) vol. II, no.2, 1992, 161-172

diplomatique : alors que le Mexique et le Chili votaient contre la guerre en Irak au Conseil de sécurité des Nations unies en 2003 (ils étaient membres non permanents) plusieurs pays centroaméricains envoyèrent des troupes pour épauler l'occupation américaine dans ce pays du Moyen-Orient. À noter que la dépendance commerciale mexicaine à l'égard des États-Unis ne l'empêche pas de poser des gestes autonomes au niveau diplomatique, suivant une longue tradition qui remonte aux années de la révolution de 1910.

Il faut aussi remarquer que les pays sud-américains, qui constituent le principal pôle d'équilibre contre l'hégémonie américaine, ne sont pas homogènes. Il existe une différence de langage et de concepts entre le gouvernement socialiste de Chávez, qui essaie de rallier des partisans à l'ALBA (Alternative bolivarienne pour les Amériques), et le leadership brésilien, plus subtil et plus nuancé, qui ne parle nullement de socialisme. Et à l'exception du Venezuela, aucun de ces pays ne traite les États-Unis comme puissance hostile : pour eux, il s'agit d'obtenir un traitement d'égal à égal, et le plus avantageux possible sur le terrain économique.

La crise qui sévit actuellement en Haïti constitue, selon certains⁸, une occasion pour mettre davantage en évidence le leadership latino-américain face à l'influence des États-Unis. La forte participation des pays comme le Brésil, le Chili et l'Uruguay dans la MINUSTAH, sous le commandement d'un général brésilien, doublée de l'aide économique que plusieurs pays comme le Brésil et le Venezuela accordent à Haïti, font en sorte que ce pays pourrait, si cette tendance se maintient, échapper à la sphère d'influence états-unienne et commencer à faire partie d'une mouvance latino-américaine.

Ainsi, au moment de son bicentenaire, l'Amérique latine se trouve dans un moment favorable pour décider de son propre destin. Débarrassé du carcan de la guerre froide, et ayant surmonté – espérons que pour de bon – les vieilles hostilités du XIXe siècle, elle dispose d'une plus grande marge de manœuvre pour parvenir à ses propres fins. Les États-Unis semblent respecter davantage la souveraineté des pays de la région : leur dernière intervention, l'invasion de Panama, date de 1989. Ainsi, l'Amérique latine peut, peut-être, coexister avec elle-même, avec les États-Unis et les autres puissances mondiales d'une manière plus

harmonieuse et respectueuse, pour ainsi tracer collectivement ses propres orientations.

⁸ Conférence du professeur Franklin Midy au congrès de l'Association canadienne des études latino-américaines et Caraïbes, Montréal, juin 2010 : « Haïti post-séisme : reconstruction nationale, intégration régionale latino-américaine et configuration d'un nouveau monde américain ».

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Observatoire des Amériques ou des membres du Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM).



Observatoire des Amériques
www.ameriques.uqam.ca
Courriel : oda@uqam.ca
Tél.: (514) 987-3000
p. 0382



Centre d'Études sur l'Intégration et la Mondialisation
Université du Québec à Montréal
Faculté de science politique et de droit
Case postale 8888, succ. Centre-ville
Montréal (Québec) Canada H3C 3P8